

Résumé de la thèse de doctorat en science politique

Anne BAZIN

<p style="text-align: center;">LES RELATIONS GERMANO-TCHÉQUES APRES 1989 DE LA RECONCILIATION BILATÉRALE A L'INTEGRATION EUROPEENNE</p>

IEP Paris, Cycle supérieur d'Analyse Comparée des Aires Politiques, 2002

La thèse a été présentée et soutenue publiquement le 31 mai 2002 à l'IEP de Paris devant le jury composé de :

- M. Dominique Colas, Professeur des universités, IEP Paris (directeur du jury)
- M. Etienne François, Professeur Freie Universität Berlin (rapporteur)
- M. Pierre Grémion, Directeur de recherche CNRS Paris (rapporteur)
- M. Pierre Hassner, Directeur de recherche CNRS-CERI, Paris
- M. Jacques Rupnik, Directeur de recherche CERI-FNSP, Paris (directeur de la thèse)

Le titre de docteur en science politique a été attribué avec la mention très honorable avec les félicitations du jury à l'unanimité

L'objet de cette thèse était d'analyser le processus de redéfinition des relations tchéco-allemandes après 1989, dans le contexte nouveau de l'Europe démocratique en cours d'unification. Il s'agissait notamment d'identifier les éléments qui déterminent leur évolution et de voir dans quelle mesure l'intégration de la République tchèque dans l'Union européenne pourrait apporter une réponse aux deux questions essentielles qui pèsent sur les rapports entre les Tchèques et les Allemands, à savoir la gestion du passé conflictuel d'une part et le déséquilibre entre les deux pays de l'autre.

La fin de la division de l'Europe a coïncidé avec celle de l'Allemagne. Symboliquement, elle est identifiée à la chute du Mur de Berlin qui, davantage que tout autre moment de la révolution de 1989, a révélé le lien étroit qui existait entre l'effondrement du communisme en Europe de l'Est et la réunification de l'Allemagne. Avec celle-ci, on a assisté au retour de la "question allemande" en Europe centrale, thème récurrent dans l'histoire de toutes les nations de la région, en particulier tchèque et polonaise et directement lié à leur position au centre de l'Europe, entre l'Allemagne d'un côté et la Russie de l'autre. La question allemande se pose en termes inédits après 1989 mais elle n'en demeure pas moins un des enjeux de la recomposition de l'Europe centrale après la Guerre froide. L'évolution des relations entre l'Allemagne et ses voisins est-européens depuis 1989 montre que la réponse centre-européenne mais aussi allemande à cette question passe aujourd'hui par l'unification européenne et l'europanisation des relations bilatérales.

Les relations tchéco-allemandes sont caractérisées par plusieurs éléments au départ : une proximité géographique qui a des implications directes en termes de coopération régionale et transfrontalière et fait de l'Allemagne une porte vers l'Occident (la frontière avec l'Union

européenne, au moins jusqu'à l'entrée de l'Autriche dans l'Union en 1995) ; une histoire commune liée à la fois à la présence de minorités allemandes en Tchécoslovaquie jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale mais aussi à un destin centre-européen parallèle (ou opposé) pendant des siècles, suggérant à la fois une "proximité" en termes de culture politique mais aussi des mémoires divergentes des conflits passés ; une asymétrie géopolitique, où l'Allemagne est la première puissance économique de l'Union, un Etat membre incontournable sur le plan politique et un pilier de l'OTAN en Europe alors que la République tchèque, comme ses voisins centre-européens, s'est engagée juste après 1989, dans un processus de sortie du communisme et n'envisageait alors qu'à moyen terme son intégration dans les institutions européennes et transatlantiques.

Deux niveaux d'analyse se sont imposés pour aborder les relations entre l'Allemagne et la République tchèque, bilatéral d'une part, européen de l'autre. C'est l'interaction entre ces deux niveaux qui crée la dynamique de l'évolution des relations depuis 1989. La dimension bilatérale des relations révèle une asymétrie forte en termes de puissance et d'importance relative de la relation pour l'un et l'autre des deux partenaires. Ses relations avec l'Allemagne sont très importantes pour la République tchèque alors que la réciproque n'est pas vraie. Le déséquilibre entre ces deux pays se décline dans presque tous les domaines : démographique, géographique, politique, économique et géopolitique et son impact est très fort en termes de perception. Il s'avère être un déterminant essentiel du comportement politique des acteurs, tchèques mais aussi allemands. L'analyse des relations au niveau bilatéral conduit aussi à soulever la question de l'histoire commune et de la manière d'évoquer (ou de ne pas évoquer) les conflits du passé. La dimension européenne des relations est liée quant à elle, à la fois au "désir d'Europe" exprimé par la République tchèque et au cadre européen dans lequel s'inscrit la politique étrangère allemande depuis les années cinquante.

Sur ces trois points, cette étude a montré que :

1. Après avoir été entravées pendant la Guerre froide, les relations tchéco-allemandes ont très rapidement repris entre les deux pays à tous les niveaux, et sont très intenses, en particulier dans la sphère économique et entre les deux sociétés. L'Allemagne a joué un rôle essentiel de soutien et d'aide à la transformation post-communiste en République tchèque et est aujourd'hui, de très loin, le premier partenaire économique de la République tchèque au sein de l'Union européenne. Cette part prépondérante dans l'économie tchèque tend à diminuer, notamment en ce qui concerne les investissements étrangers, mais pose toutefois le problème de la dépendance de l'économie tchèque à celle de l'Allemagne.

La coopération transfrontalière avec la Bavière et la Saxe a permis de recréer des liens interrompus et de mettre en valeur les régions frontalières de part et d'autre, qui pour certaines avaient été délaissées pendant les décennies précédentes en raison de leur caractère périphérique (adossées au Rideau de fer). Elle a surtout mis en évidence le rôle de la Bavière et de la Saxe dans les relations entre l'Allemagne et ses voisins orientaux. La Bavière, qui revendique une identité régionale forte, entend mettre en œuvre sa propre politique avec la Bohême voisine, élaborée à partir d'une perception de la situation différente de celle de l'Etat fédéral (pour des raisons autant géographiques, qu'historiques ou géopolitiques, voire même démographiques), d'une définition autre de ses intérêts (électoraux ou de rapport au pouvoir central par exemple) et surtout d'une conception propre de cette relation qui s'intègre dans une "politique étrangère" bavaroise. Celle-ci passe à la fois par le soutien aux revendications sudètes (la Bavière est le *Land* d'accueil des Allemands des Sudètes) et par la promotion d'une "Europe des régions". La Saxe, de son côté, l'un des nouveaux *Länder* allemands, partage avec la Bohême voisine une expérience communiste similaire qui contribue aujourd'hui à ce que les deux régions, confrontées en même temps aux difficultés de la transition, soient à la fois solidaires et concurrentes et ce,

dans des contextes internationaux très différents puisque la première est intégrée à l'Union européenne tandis que la seconde ne l'est pas encore. La Saxe joue un rôle d'intermédiaire, concurrent et partenaire des régions post-communistes voisines, avec lesquelles elle développe une coopération finalement plus équilibrée.

Ce bilan positif de l'évolution des relations tchéco-allemandes après 1989, qu'il est important de souligner, doit être nuancé. Le développement des relations s'est en effet heurté à des contraintes politiques intérieures de part et d'autre. Ce sont précisément les interférences entre la politique extérieure et les enjeux internes qui ont contribué à façonner l'évolution des relations bilatérales après 1989. Leur reprise a en effet alimenté un certain nombre de débats en République tchèque comme en Allemagne qui sont apparus comme autant de contraintes à leur "normalisation". Ces débats étaient liés, en République tchèque, au processus de transition et de consolidation démocratique engagé en 1989 : rupture avec le passé communiste, réévaluation du rapport centre-périphérie, redéfinition identitaire. Côté allemand, ils s'inscrivaient dans la réflexion sur la question nationale et identitaire de l'après unification, même si c'est avant tout par le jeu de pressions électorales (de la CSU) que la question des relations avec le voisin tchèque est apparue sur la scène politique intérieure.

2. L'intensification des relations tchéco-allemandes après 1989 n'a en tout cas pas conduit à la "normalisation" attendue et les rapports au niveau politique n'étaient pas aussi "amicaux" que le contexte international le permettait *a priori*. Surtout, malgré la volonté des deux partenaires de développer de bonnes relations dans leur intérêt mutuel bien compris, après un demi-siècle de conflit direct, entre 1938 et 1945 (des Accords de Munich à l'expulsion des Allemands des Sudètes à la fin de la guerre), et indirect, pendant la Guerre froide, le dialogue s'est trouvé entravé par des différends issus du passé qui, à défaut d'avoir été résolus de manière déterminée juste après 1989, ont resurgi dans les relations bilatérales, au point de compromettre la mise en œuvre de projets communs et même l'intégration de la République tchèque dans l'Union européenne.

La focalisation sur la redéfinition d'un avenir commun ne s'était en effet pas accompagnée de la mise en œuvre d'une réflexion sur les moyens de surmonter ensemble les contentieux hérités du passé et les acteurs politiques de part et d'autre ont longtemps préféré faire l'impasse sur ce qui pouvait fâcher. Pour le Premier ministre tchèque Klaus notamment, ce passé ne devait pas interférer avec les échanges économiques, à l'aune desquels était mesurée la qualité des relations avec l'Allemagne et il fallait tourner la page une fois pour toutes, c'était aussi le point de vue de la majorité de l'opinion tchèque. Le chancelier allemand Kohl de son côté, avait choisi de laisser de côté ces questions embarrassantes d'un point de vue de politique intérieure et jugées marginales au regard du renouveau des relations entre l'Allemagne et l'Europe centrale ou de la priorité absolue accordée à l'unification allemande. Pour d'autres toutefois, il n'était pas possible de s'affranchir d'un réexamen de ce passé pour réussir à tourner la page.

Ces différents rapports au passé avaient des implications politiques distinctes : s'il suffisait pour les premiers "d'oublier" ou de ne pas aborder les sujets difficiles, les conséquences d'un réexamen de l'histoire commune se déclinaient en revanche de différentes manières, allant de la relecture critique à la réparation du passé. Après 1989, les anciens dissidents tchèques au pouvoir étaient convaincus que la capacité à assumer son passé dans ses phases les plus sombres était l'une des clés pour construire l'avenir. Il s'agissait, selon eux, de promouvoir un double dialogue sur les traumatismes du passé commun, dans la société tchèque d'une part et avec les Allemands de l'autre, qui ne signifiait pas pour autant que le passé devait être "corrigé" par des actes politiques. Pour la plupart des responsables politiques bavarois ou de la CSU (Edmund Stoiber, Theo Waigel), il fallait en revanche "corriger" (mais non pas "réparer" pour autant) ce passé pour améliorer l'état des relations. Ils ont ainsi appelé la République tchèque à reconnaître les droits historiques des expulsés sudètes, partant du principe qu'il s'agissait là du seul moyen d'avancer

sur le chemin du rapprochement mais concédant par la même occasion aux Allemands des Sudètes une "clé" de l'avenir tchèque. Cette approche invitait non seulement à une lecture critique qui conduirait à reconnaître les erreurs du passé mais surtout, à en tirer les conséquences en "rectifiant" les injustices commises. Pour les Allemands des Sudètes enfin, le passé devait être "réparé". Les lectures sudètes de l'histoire commune poursuivent toutes la même finalité qui est de chercher dans le passé (lu de manière très sélective) les raisons qui ont conduit à l'expulsion (le nationalisme tchèque en général), de manière à démontrer la légitimité de l'appartenance des Allemands des Sudètes à la Bohême-Moravie et donc des revendications actuelles. Pour la *Sudetendeutsche Landsmannschaft*, c'est seulement la réparation des torts commis dans le passé (par les Tchèques) qui permettra de créer les conditions de la reprise de relations amicales dans l'avenir.

La juxtaposition d'approches divergentes quant à la manière de "gérer" le passé conflictuel et l'absence de volonté commune au plus haut niveau (et en même temps) de chercher un compromis politique sur les contentieux ont conduit à ce que le passé devienne une entrave à la poursuite du développement des relations bilatérales. Loin d'avoir été relégué dans une position marginale, il est au contraire venu "envahir" le présent et détériorer les relations au niveau politique, alors que celles-ci se développaient rapidement et positivement dans d'autres domaines. C'est la reconnaissance de l'impasse dans laquelle avait conduit l'instrumentalisation de l'histoire commune et la volonté de "*remettre le passé à sa place*" qui a conduit certains acteurs des relations tchéco-allemandes, à partir de 1995, à engager des discussions politiques sur le passé commun.

La signature d'une Déclaration de réconciliation en 1997 a marqué une étape importante dans le sens du rapprochement et permis d'évoquer pour la première fois dans une formulation commune les traumatismes du passé récent. Cependant, le processus de réconciliation ainsi relancé entre les deux sociétés ne peut progresser que si tous les acteurs concernés y participent. Or la population tchèque dans sa très grande majorité a préféré tourner la page et ne pas remuer un passé difficile pour se concentrer sur le passage à la démocratie et à l'économie de marché, tandis que les Allemands des Sudètes de leur côté (surtout les associations qui les représentent), n'ont pas fait évoluer leurs revendications à l'égard de la République tchèque, ni entrepris de relecture critique de leur histoire.

3. En 1989, la reprise des relations entre l'Allemagne et la Tchécoslovaquie s'est inscrite dans un contexte démocratique inédit : pour la première fois de leur histoire récente, Tchèques et Allemands partageaient un objectif commun, celui de développer leurs relations bilatérales dans un cadre démocratique et européen (au sens de l'Union). En quelques années, la dimension européenne des relations germano-tchèques est devenue prépondérante. L'élargissement de l'Union européenne a été reconnu comme une priorité par les deux pays, pour des raisons différentes toutefois : pour les Tchèques, l'intégration dans l'Union signifie à la fois l'accomplissement du "retour en Europe" après des décennies de séparation forcée, mais aussi la possibilité de participer à la définition de l'avenir européen commun. A l'instar d'autres "petits Etats" européens, la République tchèque attend de son appartenance à l'Union qu'elle lui permette de jouer un rôle en Europe, à part égale avec les autres pays, et d'échapper du même coup à son "destin de victime" des grandes puissances et d'objet de l'histoire. Côté allemand, l'élargissement de l'Union européenne répond à des intérêts de sécurité au sens large et doit permettre d'étendre la zone de stabilité et de prospérité occidentale vers l'Est, de manière à ce que la frontière orientale de l'Union ne corresponde plus à celle de l'Allemagne. Il s'inscrit aussi dans la poursuite de la construction européenne, soutenue par l'Allemagne depuis le début.

Le facteur allemand joue un rôle double et contradictoire dans le processus d'élargissement de l'Union européenne à la République tchèque, où il est un élément incontournable du débat sur

l'Europe. L'Allemagne est le pays le plus engagé dans le soutien à l'élargissement, au sein de l'Union comme auprès des pays candidats. Elle est perçue par la République tchèque comme le meilleur soutien auprès du reste de l'Union. L'aide apportée par ce pays (financière et technique) aux PECO se distingue de manière à la fois qualitative et quantitative de celle proposée par les autres pays européens. La coopération frontalière avec l'Allemagne joue pour la République tchèque un rôle "structurant" dans la "transition" qui est, depuis 1989, un processus concomitant du rapprochement avec l'Union européenne. Par ailleurs, l'intégration dans l'Union est perçue par les Tchèques comme la meilleure réponse à la "question allemande" et notamment au problème du déséquilibre de puissance entre les deux pays.

Mais le facteur allemand intervient aussi dans l'autre sens sur le processus de rapprochement de la République tchèque avec l'Union européenne. Il sert d'argument à certains eurosceptiques tchèques (à l'ODS notamment mais aussi au Parti communiste) qui évoquent une "dérive germanique" de l'Union, dénonçant d'une part une Europe "sous influence" allemande et rejetant d'autre part le projet européen de l'Allemagne, c'est à dire une Europe de type fédéral. Enfin, de "meilleur avocat" des PECO, l'Allemagne pourrait devenir un partenaire difficile au fur et à mesure que l'élargissement devient plus concret. Pour les Tchèques, deux types d'obstacles pourraient venir de l'Allemagne, qui auraient pour conséquence de ralentir le processus d'intégration : d'une part des conditions imposées par ce pays, comme un délai avant la libre circulation de la main d'œuvre après l'élargissement et d'autre part, une instrumentalisation des questions bilatérales au niveau européen.

Cette étude apporte *in fine* une réponse nuancée à la question posée au départ. Une démarche de réconciliation a été engagée entre les deux pays depuis 1989 et, malgré quelques soubresauts, elle a progressé. La Déclaration de 1997 a marqué une étape essentielle, avec la reconnaissance des "*torts et injustices*" infligés de part et d'autre et pour la première fois, la tentative de formuler en des termes communs les conflits du passé. Toutefois, la réconciliation est un processus long, qui requiert un engagement de tous les acteurs et surtout qui ne se décrète pas ni ne s'impose ; force est de constater qu'aujourd'hui, côté tchèque comme côté sudète, il n'y a ni débat ni volonté de relecture du passé conflictuel. Le cadre européen pourrait justement servir de promoteur à un débat au moins pour deux raisons : c'est sur la conviction que la construction européenne allait renforcer et accélérer la réconciliation entre les ennemis d'hier (France et Allemagne notamment) que repose le processus d'intégration qui se poursuit aujourd'hui ; aborder les contentieux bilatéraux dans une perspective multilatérale permet de les relativiser, voire de parvenir à des compromis qui semblaient improbables tant que le différend restait confiné dans un cadre strictement bilatéral. Il ne résoudra pas les contentieux pour autant, un tel processus relevant d'une démarche convergente de tous les acteurs impliqués. Par ailleurs, le problème d'une relation déséquilibrée avec l'Allemagne n'est pas l'apanage de la République tchèque et au sein de l'Union, les Pays-Bas, la Belgique ou le Danemark ont aussi à gérer ce type de rapports avec leur grand voisin. L'intégration de la République tchèque dans l'Union européenne pourrait de ce point de vue contribuer à mettre fin à un face-à-face séculaire avec l'Allemagne, en offrant à la République tchèque un espace politique nouveau et finalement inédit, clôturant en quelque sorte le cycle "palackien" de l'histoire tchèque. Le vrai pari de l'élargissement à venir de l'Union européenne est qu'il puisse, après la Guerre froide, accomplir pour les relations de l'Allemagne réunifiée avec ses voisins de l'Est ce qu'après la Seconde Guerre mondiale, la construction européenne a réalisé pour la relation franco-allemande.